

Situation de l'économie congolaise post covid-19 : résilience et reconfiguration structurelle

Situation of the congolese economic post covid-19: resilience and structural reconfiguration

MWIRUKA IGERHA Divine

Assistante d'enseignement et chercheur en Economie du développement

Université de Lubumbashi

République Démocratique du Congo

divinemwiruka@gmail.com

Date de soumission : 30/07/2020

Date d'acceptation : 12/10/2020

Pour citer cet article :

MWIRUKA IGERHA D. (2020) «Situation de l'économie congolaise post covid-19 : résilience et reconfiguration structurelle», Revue Française d'Economie et de Gestion, «Volume 1 : Numéro 4» pp : 236 - 254

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

La maladie à coronavirus 2019 est une réalité qui a secoué le monde à tous les niveaux. L'économie mondiale se retrouve fragilisée. La RDC a connu un recul considérable de l'évolution de sa croissance qui allait en hausse les années précédentes. Face à cette situation accablante, une réponse multisectorielle a été mise en place par le gouvernement congolais à travers un plan de riposte afin de limiter les méfaits de la pandémie et d'assurer la continuité de sa croissance.

Nous avons proposé un plan de résilience, de relance économique et de reconfiguration structurelle passant par un travail de coordination entre le gouvernement, l'administration publique et le secteur privé afin de résorber, de commun effort, les incidences de la crise sanitaire sur le cadre macroéconomique ainsi que sur la vie socio-économique de la population congolaise. Envisager à long terme une reconfiguration structurelle, au moyen d'une planification adéquate afin d'anticiper les éventuels chocs extérieurs et de poursuivre la marche avec le monde, nous alignant sur les objectifs mondiaux d'émergence à l'horizon 2030 ainsi que sur le développement inclusif et durable de l'agenda 2063 de l'Union africaine.

Mots clés : pandémie Covid-19 ; impact socioéconomique ; économie congolaise ; Résilience économique ; Reconfiguration structurelle

Abstract

The covid-19 pandemic is a reality that has rocked the world on all levels. The world economy finds itself weakened. The DRC has experienced a considerable decline in the evolution of its growth which was increasing in the previous years. Against this overwhelming situation, a multisectorial response has been put in place by the congolese government through a covid-19 response plan in order to limit the harm of the said pandemic and ensure the continuity of its growth.

We have proposed a plan for resilience, economic recovery and structural reconfiguration through coordination work between the government, public administration and the private sector in order to resolve, together with efforts, impact of the crisis spread on the macroeconomic environment as well as on the socio-economic life of the congolese population. Consider long-term structural reconfiguration, by means of adequate planning in order to anticipate the risks of external shocks and to continue walking with the global emergence goals 2030 as well as with the sustainable and inclusive development of the African Union Agenda 2063.

Keywords : Covid-19 pandemic ; socio-economic impact ; congolese economic ; economic resilience ; structural reconfiguration

Introduction

Le monde est défié par une crise sanitaire sans précédent, qui fait allusion à une bataille contre un invisible, causée par la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19). Apparue depuis la fin de l'année 2019 en Chine, elle a poursuivi sa course et s'est rependue dans le monde vers le début de l'année 2020. Sa flambée est non sans conséquences fâcheuses sur plusieurs domaines : la récession économique globale¹, l'insécurité alimentaire suite à la diminution sensible de la production agricole, la fragilisation de l'état sanitaire, le ralentissement des échanges internationaux, le chômage technique voire même la perte d'emploi, la fragilisation des activités entrepreneuriales, la baisse de recettes publiques, etc.

A en croire l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'inventaire de cas officiellement diagnostiqués de la pandémie au 10 Mai a atteint 4,2 millions dans 195 pays et territoires (contre 2,72 millions au 24 avril 2020) avec 289138 décès. Au vu de la célérité et de l'ampleur avec laquelle elle se propage, Sa nature sinistre, ses retombées sur l'économie ainsi que sur le bien-être social, la covid-19 s'avère être une réelle préoccupation sanitaire au niveau mondial.

La covid-19 a été déclaré par l'OMS comme une urgence sanitaire d'acceptation internationale en date du 30 janvier 2020. Et le 11 mars, elle a été relevée au niveau de pandémie mondiale. Dans le contexte africain en particulier, l'OMS a indiqué que la région comptait plus de 60 milles cas confirmés et près de 2200 décès dus à la pandémie au 10 Mai 2020. Le remède n'ayant pas encore été trouvé, ces chiffres augmentent jour après jour et sont susceptibles de contenir toute l'Afrique et les autres parties du monde. Cependant, les mesures utilisées dans le processus d'endiguement de la transmission de la maladie depuis qu'elle a été annoncée comme une pandémie mondiale par l'OMS ont créé des chocs économiques majeurs résultant du ralentissement des activités économiques (commerce, industries manufacturières, transport aérien, tourisme, production agricole).

Suite à la pandémie, le monde connaît les effets néfastes de la mondialisation et la globalisation. Naturellement elle a des retombées directes sur les fondamentaux de l'économie mondiale. Quoique certains économistes pensent qu'elles pourraient être sporadiques et réversibles à l'exemple du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) 2002/2003, si une réplique économique et financière instruite de la communauté

¹ On parle de récession dès qu'il y a un ralentissement de la croissance. Il s'agit d'une diminution passagère de l'activité économique qui implique une baisse du produit intérieur brut (PIB). Elle est globale lorsqu'elle touche à la fois la production industrielle, le commerce à travers les échanges internationaux, l'emploi, le niveau des revenus ainsi que la consommation des ménages.

internationale est mis en place le plus tôt.

En janvier 2020, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une croissance de 3,3% de l'économie mondiale en 2020, mais dans ses dernières perspectives publiées en avril dernier, il annonce une récession de 3%, sans scénarios de reprise et avec de nombreux risques. Pour Achim Steiner, administrateur du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'impact socio-économique de la crise sur le long terme sera considérable. Les pertes de revenus devraient dépasser les 220 milliards de dollars et près de la moitié des emplois en Afrique pourraient être perdus. Ainsi la pandémie pourrait faire basculer entre 40 et 60 millions de personnes dans l'extrême pauvreté (PNUD, 2020). L'Organisation Internationale du Travail (OIT), dans ses statistiques, prévoit l'équivalent de 195 millions d'emplois perdus (OIT, 2020). Et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), quant à lui anticipe aussi une crise de la faim : 135 millions de personnes sont confrontées à des niveaux critiques de faim ou pire, tandis que 130 autres millions sont au bord de la famine (PAM, 2020).

La pandémie de la covid-19 provoque des perturbations sur l'offre et sur la demande : le dérèglement des activités économiques à l'échelle mondiale entraîne un fléchissement du profil de la croissance. La pandémie a atteint inlassablement les trois grands axes économiques mondiaux au cours du premier trimestre 2020, qui sont la Chine (16% du PIB mondial et 30% de la production industrielle globale), l'Europe (22% du PIB mondial) et les Etats-Unis (24% du PIB mondial). En 2020 avant l'avènement de la pandémie, la France, la Chine, les USA et l'Allemagne projetaient respectivement des taux de croissance économique d'environ 0,9% ; 4,9% ; 1,9% ; et 0,3%. Suite à la pandémie, ceux-ci ont revu à la baisse et de manière significative les prévisions de leur taux de croissance économique. C'est le cas également de plusieurs autres pays du monde (FMI, 2020).

L'économie africaine ne sortira pas indemne de cette pandémie. Selon la commission économique pour l'Afrique (CEA), la croissance en Afrique devrait être grièvement affectée par la pandémie. Elle estime qu'elle pourrait être de -3,2%, selon la persistance de la maladie. Les pays dépendants des ressources naturelles et ceux à économie peu diversifiée devraient être plus affectés que d'autres (CEA, 2020). La pandémie pourrait faire chuter les recettes d'exportations de combustibles de l'Afrique à environ 101 milliards de dollars en 2020. Elle ajoute que les envois de fonds et le tourisme seraient également touchés, car le virus continue de se propager dans le monde avec comme conséquence une diminution de flux d'investissements directs étrangers (IDE), une fuite des capitaux, un resserrement du marché

financier intérieur et un ralentissement des investissements. Elle a réitéré que l'Afrique aurait besoin de 10,6 milliards de dollars d'augmentation imprévues des dépenses de santé pour freiner la propagation du virus alors que d'autre part les pertes de revenus pourraient conduire à une dette insoutenable. Les augmentations non budgétisées de dépenses de santé risqueraient de perturber les autres activités de développement prévu en raison de réaffectation des fonds pour lutter contre la pandémie. En conséquence cette mesure pourrait nuire gravement à la croissance économique et rendre presque impossible l'effort visant à mettre fin à l'extrême pauvreté. (CEA, 2020)

La RDC notre pays n'a pas été exempté des effets fâcheux de la crise sanitaire. Ayant une économie particulièrement extravertie, tributaire du secteur minier et fortement dépendante des intrants et de produits de première nécessité importés, la RDC a vu sa croissance baisser intensément et ses comptes macroéconomiques se dégrader en profondeur durant le premier semestre 2020 (RDC, 2020). Les mesures radicales de confinement ont bouleversé le mécanisme de création de valeur et d'échange. La fermeture des frontières a eu un impact majeur sur les recettes d'importation et d'exportation, causant ainsi un déficit dans la mobilisation de recettes publiques au sein du pays.

Etant donné que toutes les projections envisagent une récession de l'économie mondiale, la CEA invite les gouvernements africains à revoir leurs budgets, à redéfinir les priorités des dépenses en vue d'atténuer les effets négatifs attendus de la covid-19 sur leurs économies tout en soutenant que si l'Afrique y met un accent particulier, la chance de sauver son économie des conséquences de la maladie est toujours valable.

Gita Gopinath, l'économiste en chef du FMI convie les gouvernements du monde ainsi que les institutions internationales à élaborer de mesures adéquates sur les plans budgétaire, monétaire et du marché financier pour restreindre les conséquences économiques due à la crise sanitaire et singulièrement aider les ménages et les entreprises touchés (FMI, 2020).

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la relance économique aurait pour principal objectif de faciliter l'accès aux aliments produits aux niveaux local, régional et mondial tout en assurant le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Les mesures de relance qui visent à lutter contre les menaces pesant sur l'accès aux aliments devraient mettre un accent particulier sur les initiatives de renforcement de la résilience des systèmes alimentaires afin de les prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques (FAO, 2020).

De ce fait, le gouvernement congolais devrait formuler une réponse multi sectorielle

pertinente à cette crise, adaptée au contexte congolais. Concrètement, la RDC devrait mettre en œuvre des politiques bien ajustées pour soutenir le système sanitaire et plus encore devancer les retombées négatives de ce heurt sur l'économie et le bien-être social. Ainsi, une analyse logique de la situation actuelle et future serait nécessaire afin de diriger les choix et actions des décideurs politiques et des partenaires au développement. Chacun de secteurs devrait élaborer un modèle ou un plan de relance pour absorber les méfaits de la pandémie et poursuivre son élan d'expansion, de développement durable, de lutte contre la faim, de l'amélioration du cadre sanitaire, de la croissance de l'échange international, de la mobilisation de recettes publiques, de l'émergence des entreprises, de l'absorption du taux de chômage et nous aligner ainsi au programme de l'émergence à l'horizon 2030 des Nations Unies et du développement durable et inclusif de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Ainsi nos objectifs dans le présent travail seront de lister les impacts généraux et partiels de la pandémie de la covid-19 sur la société congolaise, d'en évaluer les conséquences (négatives comme positives) et d'y adjoindre des propositions pouvant permettre aux décideurs et leurs partenaires d'apporter des réponses multi sectorielles à court, moyen et long terme susceptibles d'atténuer les chocs sur les conditions de vie des populations congolaises en particulier celles vulnérables. Notre question de départ s'énonce comme suit : quelles reconfigurations d'ordre économique et structurelle sont-elles à envisager face à cette crise. Les économies des pays africains particulièrement celle de la RDC, ont-elle besoin d'une reconfiguration ou d'une continuité ?

Nous appuyant sur les propos du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres : « après la pandémie de la covid-19, le relèvement doit ouvrir la voie à une économie différente. Dans tout ce que nous faisons pendant et après cette crise, nous devons mettre l'accent sur l'édification d'économies et des sociétés plus égales, plus inclusives et plus durables qui soient plus résistantes faces aux pandémies, aux changements climatiques et aux nombreux autres défis mondiaux que nous devons relever » (Mars 2020). Cette crise humaine exige une action politique coordonnée, décisive, inclusive et innovante de la part des principales économies du monde et un soutien financier et technique maximal aux personnes et aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables a-t-il ajouté. (Responsabilité partagé, solidarité mondiale, Mars 2020)

Le travail est subdivisé en trois points essentiels hormis l'introduction et la conclusion. Le premier point traite de l'origine, la propagation et les effets de la pandémie dans le monde. Le second se penche sur les aspects socio-économiques face à la crise sanitaire covid-19 et le

dernier envisage les axes et les pistes de relance et de reconfiguration de l'économie congolaise.

1. Origine, propagation et effets de la pandémie dans le monde

Pour mener à bien notre analyse sur les effets de la Covid-19 en République démocratique du Congo (RDC), il sied de donner bref un aperçu de la pandémie, partant de ses origines, son ampleur et ses conséquences sur le monde. Il est donc question ici de préciser les enjeux mondiaux, les risques de sa transmission et sa persistance.

Au mois de décembre de l'année 2019, la Covid-19 a été perçue comme une pneumonie d'origine anonyme ayant affecté une quarantaine des chinois (OMS, 2020). Certains chercheurs affirment que l'origine du virus serait animale, si bien qu'à ce jour les scientifiques approfondissent encore la question afin de trouver une réponse satisfaisante et définitive².

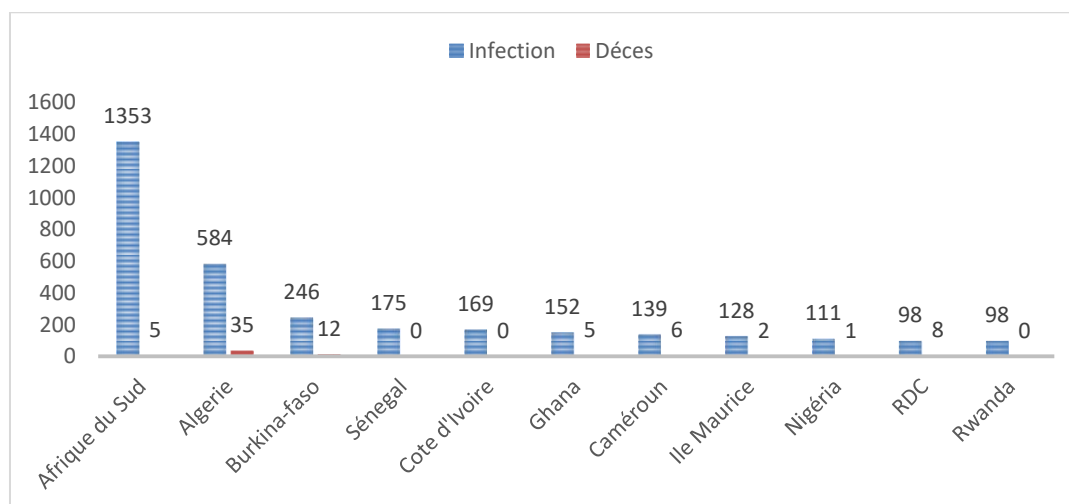
En janvier 2020, des aéroports mettent en place des dispositifs de dépistage à l'arrivée des avions en provenance de la Chine. Il s'agit de la prise de température des voyageurs avec un thermomètre électronique. Ces mesures n'ont pas pu enrayer la propagation de la pandémie hors du territoire chinois. Le premier cas hors de Chine a été déclaré le 13 janvier 2020

Si bien que des décisions drastiques ont été prises, le virus circulait déjà en dehors des frontières chinoises. Au 31 janvier 2020, plusieurs cas de contamination étaient déjà recensés dans plusieurs pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Australie, les États-Unis, le Canada, la Corée du Sud, le Japon, le Singapour, la Thaïlande, la Malaisie et l'Inde (OMS, 2020).

L'Afrique et l'Amérique du Sud sont les deux régions du monde qui n'ont été concernées que très tard par la pandémie. L'Égypte est le premier pays d'Afrique ayant enregistré officiellement le premier cas de contamination à la covid-19, le 14 février 2020.

² Les hypothèses autour de l'origine de la Covid-19 sont multiples. De nombreuses similitudes ont été constatées entre le SARS-CoV-2 et des coronavirus prélevés sur des chauves-souris. Cette dernière est donc probablement l'animal réservoir du virus. Toutefois, celui-ci pourrait avoir été transmis à l'homme par un animal intermédiaire. Le pangolin constitue, à ce jour, le principal suspect car il s'agit d'un porteur ayant une forte parenté génétique avec le SARS-CoV-2.

Figure 1 : Nombre des cas confirmés et de décès dans les pays d'Afrique concernés par le covid-19, 31 mars 2020



Source : Bulletin épidémiologique COVID-19 de l'OMS no 073/2020 du 12 avril 2020

Cette situation peut s'expliquer notamment par la participation minimale de l'Afrique dans l'économie mondiale. L'institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) indique que la part de l'Afrique dans le commerce international reste inférieure ou égale à 5 % et que, par ailleurs, près de 80 % de ses exportations sont essentiellement primaires (Bourgain & al. 2014, OMC 2018).

Dans un rapport sur la santé dans le monde publié par l'OMS en 2000, le Directeur général de l'OMS en ce temps-là, le Docteur Gro Harlem Brundtland déclarait: « La santé et le bien-être des populations dans le monde dépendent étroitement de la performance de leurs systèmes de santé. Or, celle-ci fluctue sensiblement, même entre des pays ayant des niveaux analogues de revenu et de dépenses de santé.

Les décideurs devraient comprendre les raisons sous-jacentes à cela pour pouvoir améliorer la performance de leurs systèmes, et par ricochet la santé des populations » (OMS, 2000).

Cette crise sanitaire a comptabilisé à son actif des effets induits sur l'économie en général:

Du côté offre il s'observe une diminution directe de l'offre de la main-d'œuvre, car la pandémie affecte des travailleurs, le nombre de décès augmente avec la propagation rapide du virus.

Le ralentissement de l'activité économique est dû entre autre aux mesures de confinement et de quarantaine visant à freiner la propagation de la maladie, réduisant ainsi l'emploi des capacités de production du fait que les entreprises qui dépendent des chaînes d'approvisionnement pourraient se trouver incapables d'obtenir les pièces dont elles ont

besoin, que ce soit sur le marché intérieur ou extérieur.

Le fait que la Chine soit affectée a entraîné un effet domino³ sur les entreprises locales : Étant un fournisseur notable de produits intermédiaires à l'échelle mondiale (automobiles, machines et outillages, appareils électroniques), la perturbation de ses activités a entraîné un effet domino sur les entreprises en aval et contribue ainsi à l'alourdissement des charges d'exploitation qui constitue un choc sur la productivité et freine l'activité économique.

Du côté de la demande il y a une perte de revenus: les craintes de contagion et la montée de l'incertitude stimulent les ménages à restreindre les dépenses; les entreprises incapables de faire face aux charges du personnel, mettent en congé technique et parfois même licencient leurs employés.

Il y a également une cession massive d'actifs sur le marché boursier: Le cours des actions des compagnies aériennes a été touché de manière disproportionnée, comme après les attentats du 11 septembre 2001 mais davantage qu'après la crise financière mondiale de 2007-2008.

2. Aspects socio-économiques face à la crise de la Covid-19

Naturellement, la pandémie Covid-19 a des effets directs sur la santé publique, sur les fondamentaux de l'économie mondiale, sur le cadre macroéconomique des pays au monde, sur l'essor du secteur privé. Le dérèglement des activités économiques à l'échelle mondiale entraîne une chute de la production, causant des chocs sur l'offre. Subsidièrement, les mesures de confinement adoptées par plusieurs pays ont réduit à leur tour la demande mondiale (OCDD, 2020). Une détérioration de la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise peut pousser les entreprises à tabler sur une baisse de la demande et, partant, à réduire leurs dépenses courantes et d'investissements. Cela entraîne la fermeture de certaines entreprises, les pertes d'emplois et une baisse prononcée de la demande globale, si des mesures magistrales de soutien à l'économie ne sont mises en place plus tôt. Cette section se focalise sur les aspects sanitaires, sociaux ainsi qu'économiques à l'échelle de la RDC.

2.1. Impacts sur le plan sanitaire

Quoi que quelques progrès aient été réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) de 2000 à 2015, la RDC connaît une situation sanitaire inquiétante. L'évaluation externe du Règlement sanitaire international (RSI) affirme que les capacités minimales de la RDC à prévenir, détecter et riposter rapidement et

³ L'effet domino désigne une réaction en chaîne qui peut se produire lorsqu'un changement mineur provoque un changement comparable à proximité, qui provoquera un autre changement similaire, et ainsi de suite au cours d'une séquence linéaire.

conséquemment aux menaces sur la santé publique sont encore trop faibles (PNDS 2019 – 2022). Les épidémies connues depuis 2016 (maladie à virus Ebola, choléra) témoignent qu'il existe une absence ou mieux une impréparation des équipes d'intervention rapide (ressources humaines), un manque de disponibilité des kits répondant au design des épidémies potentielles (infrastructures non adaptées) et un déficit de coordination dans la surveillance et la riposte (aléa de gouvernance).

Depuis l'identification du premier cas de contamination, le gouvernement a pris des dispositions pour ralentir l'expansion de la pandémie mais avec des moyens limités, spécialement en termes de possibilités d'isolement des personnes infectées et de dotation en équipements pour le dépistage et la prise en charge. L'institut national de recherche biomédicale (INRB) ne détient pas assez de kits de détection alors que leurs prix font l'objet d'une grande spéculation sur les marchés à cause de la forte demande. Ceci est un handicap dans la stratégie gouvernementale de riposte. Et comme relevé ci-dessus, peu d'hôpitaux disposent du matériel approprié pour détecter et prendre en charge les patients (Dispositifs de dépistage, appareils respiratoires).

Au regard du caractère alarmant de la pandémie et des efforts déployés et à conjuguer pour y faire face, une crainte pourrait surgir dans la prise en charge financière de la riposte. Celle-ci pourrait avoir un impact sur l'allocation des ressources budgétaires dans le secteur de la santé en préjudiciant d'autres activités importantes telle la vaccination des enfants et les efforts d'éradication d'autres épidémies (maladie à virus Ebola, choléra, VIH/Sida). L'éviction des dépenses affectées à la prévention ou à la prise en charge de ces maladies pourrait entraîner une augmentation des taux de morbidité et de mortalité sans que cela ne soit lié à la Covid-19.

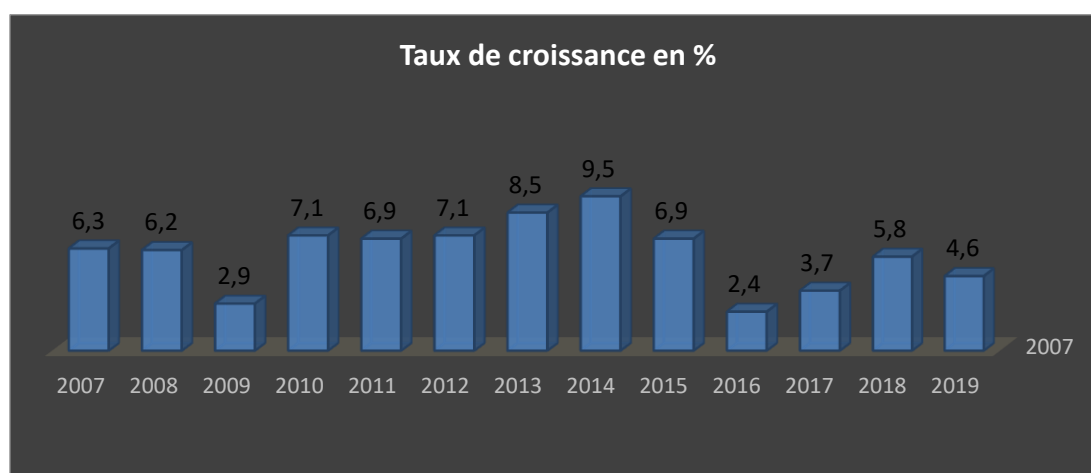
2.2. Impacts sur le plan économique

De par ses effets sur le capital humain, il est évident que la pandémie à Covid-19 entraîne une incidence sur le fonctionnement de l'économie à court, moyen et long terme. Cet impact est notamment lié aux mesures que le gouvernement congolais ainsi que d'autres gouvernements au niveau global ont dues prendre pour limiter la propagation de la maladie. Cependant il sied de relever que ces impacts n'ont pas les mêmes effets sur toutes les économies du monde étant donné qu'elles n'ont pas connu les mêmes évolutions structurelles. Ainsi, l'analyse des impacts de la crise sanitaire sur l'économie congolaise sera basée sur la structure de l'économie de la RDC, son évolution et ses facteurs de vulnérabilité.

2.2.1. Présentation et structure de l'économie congolaise

La période 2002-2019 représente la phase d'une croissance positive et ininterrompue de l'économie congolaise depuis l'accession du pays à l'indépendance, mais également la plus longue phase de faible inflation, en moyenne et en variance (RDC, 2020). Néanmoins, elle est restée vulnérable du fait des problèmes de gouvernance, de sa structure dépendante du secteur extractif et des aléas de la conjoncture internationale (Banque Africaine de Développement, 2020). Deux principaux chocs (2009 et 2016) ont affecté sa marche au cours des 13 dernières années suivant la figure 2 ci-dessous

Figure 2 : Taux de croissance 2007-2019



Source : L'auteur à partir des données de la Banque centrale du Congo (2019)

Au-delà des progrès affichés par la RDC de 2007 à 2019, son économie demeure peu variée et fragile face aux chocs exogènes notamment celui de la covid-19. Et sa dépendance des industries extractives (près du tiers du PIB) l'expose aux risques de retournement de la conjoncture internationale. La création de valeur étant faible, entraîne une faible création d'emplois. La transformation structurelle demeure le défi majeur du pays.

L'agriculture congolaise est de subsistance et à faible rendement (OCDD, 2020). Elle représente plus de 20 % du PIB national et occupe 60 à 70 % de la population, particulièrement celle vivant en milieu rural. Elle fait face à des contraintes institutionnelle, technique et financière dont un personnel non qualifié et vieillissant, des infrastructures délabrées, une réglementation non respectée, et un manque de financement. Il importe de noter que la RDC ne met en valeur que 10 % de ses terres arables ; son potentiel halieutique est exploité à 30 % ; l'élevage de bovin ne représente que 2,5 % de son potentiel de production. Il est donc possible d'accroître la production agricole et de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le secteur minier congolais demeure fragile du fait qu'il ne crée pas assez de valeur ajoutée ainsi que de l'emploi, ce qui entraîne la sous exploitation de son potentiel fiscal. Les fluctuations à la baisse des cours mondiaux des matières premières observées en 1973 lors du premier choc pétrolier, en 2009 suite à la crise financière et en 2014-15 ont eu une incidence considérable sur l'apport du secteur à la croissance et au développement socioéconomique du pays.

L'activité commerciale a un apport significatif dans la croissance en RDC. Elle a contribué en moyenne à plus de 15 % entre 2012 et 2019. Les exportations ont contribué à près de 40% du PIB reflétant une forte dépendance au commerce extérieur. Cependant, les exportations sont essentiellement des produits miniers et presque à l'état brut. Les importations en RDC sont constituées principalement de produits manufacturés et des denrées alimentaires. Son compte courant, bien que formellement conforme avec la plupart des dispositions de l'organisation mondiale du commerce (OMC), est déficitaire. Le régime commercial du pays cache une réalité où les freins au commerce persistent : les barrières non tarifaires et les questions de transparence constituent encore des défis à relever.

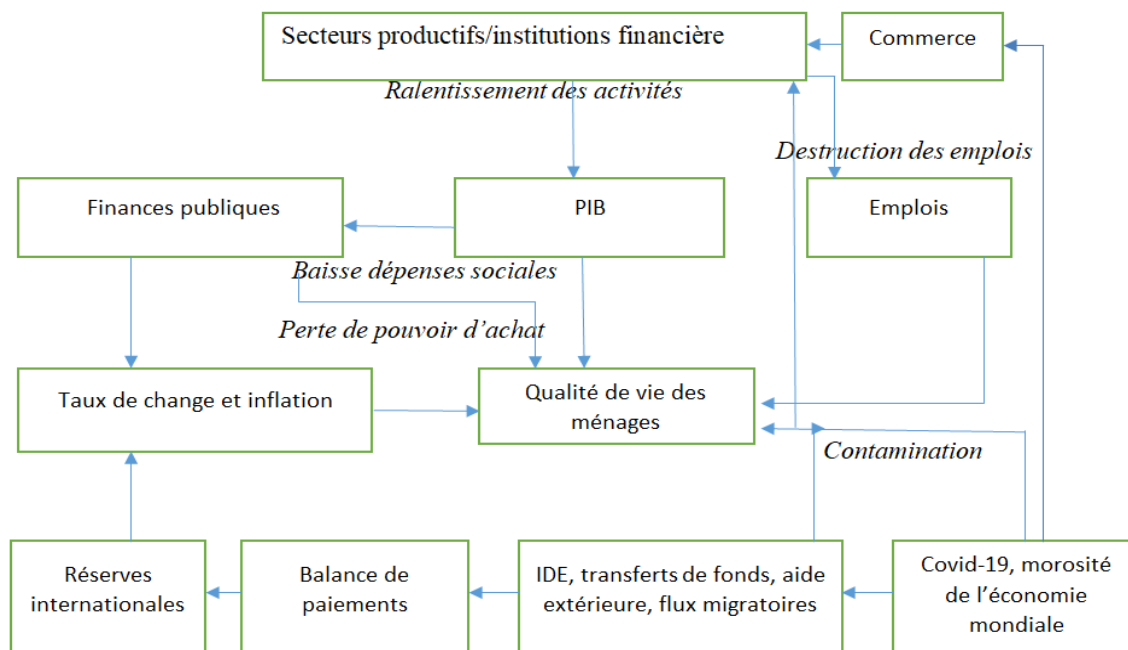
La structure financière de la RDC a connu des améliorations considérables durant ces 20 dernières années grâce aux réformes lancées par le gouvernement pour relever le cadre macroéconomique, améliorer la gouvernance économique afin de relancer la croissance. Le nombre d'institutions financières (messageries financières, institutions de micro finance, banques commerciales, coopératives) a considérablement augmenté. Le total des avoirs du secteur qui s'élevait à moins de 100 millions USD en 2000 a franchi la barre du milliard en 2007 et se situe actuellement à plus de 7 milliards USD (BCC, 2019). Malgré toutes ces avancées, la RDC demeure encore un pays à faible inclusion financière. L'apport du secteur bancaire au PIB reste encore insignifiant, entre 1 et 2 %.

2.2.2. Mécanismes de transmission des impacts de la Covid-19

Au regard de sa structure et de la dynamique de son économie ainsi que ses partenaires extérieurs parmi lesquels la Chine au premier rang, la RDC devrait connaître une entrave considérable de sa croissance et une détérioration de son cadre macroéconomique à la suite aux effets de la Covid-19 sur l'évolution de l'économie mondiale. En fait, en paralysant l'économie mondiale, et celle chinoise en particulier, qui représente 16 % du PIB mondial et 40% des exportations de la RDC, la pandémie pourrait entraîner des conséquences fâcheuses sur l'économie congolaise en 2020–2021. L'impact de la pandémie impliquerait une détérioration de la position extérieure du pays, laquelle touchera principalement le secteur

minier, qui est le levier de la croissance. Le ralentissement de l'activité minière pourrait entraîner un creusement du déficit public, qui pourrait conduire inévitablement à une détérioration du cadre macroéconomique dont l'ampleur pourrait être contenue si des appuis budgétaires sont obtenus et bien utilisés. Ci-dessous un schéma décrivant les effets de la covid-19 sur l'économie congolaise :

Figure 3 : Transmission des effets de la covid-19 sur l'économie congolaise



Source : RDC, impacts sanitaires socioéconomiques de la covid-19

Les retombées économiques et financières de cette pandémie en RDC sont diverses comme le montre la figure 3 ci-haut. On peut s'attendre à une baisse de la croissance économique voire une baisse significative de l'activité économique, une destruction des emplois entraînant une hausse du taux de chômage (M. Moustapha Ly ; F. Azaroual, Mars 2020), une contraction de l'espace budgétaire de l'Etat, une dégradation significative des comptes extérieurs (compte courant et compte capital consolidé), une chute des financements extérieurs (investissement direct étranger, aide publique au développement), un bouleversement des échanges commerciaux (importation et exportation), une vulnérabilité de la stabilité externe et financière et un risque d'inflation.

Au regard de ces chocs sur l'économie globale, il est évident que l'activité économique devrait connaître une importante perte de vitesse au cours de l'année, qui pourrait conduire à un taux de croissance économique négatif en fin d'exercice.

2.3. Impacts sur le bien-être social

Ces changements négatifs dus à la pandémie Covid-19 portent inévitablement atteinte à la qualité de vie de la population à travers une fragilisation de la situation sanitaire (augmentation du nombre de cas de contamination), une destruction des emplois voire une crispation des opportunités de travail, une baisse du revenu réel (pouvoir d'achat), une diminution du volume et de la qualité des prestations sociales de la part de l'Etat, et une baisse des transferts provenant de l'étranger qui constituent un complément considérable aux revenus des ménages congolais.

Les méfaits de la pandémie au niveau sanitaire ainsi qu'au niveau économique ne peuvent qu'avoir une incidence négative sur la qualité de vie de la population congolaise ayant déjà un faible revenu par tête d'habitant entraînant un accès limité à plusieurs biens et services nécessaires à son épanouissement aussi bien physique, moral qu' intellectuel.

3. Axes et pistes de résilience, de relance et de reconfiguration de l'économie congolaise

Après avoir circonscrit la situation socioéconomique générale de la RDC et relevé les chocs causés par la pandémie, le point suivant se consacre à proposer des pistes de résilience (Court terme), de relance (moyen terme) et de reconfiguration structurelle (long terme).

3.1. Les mesures d'urgence prise en RDC (Court terme)

Confinement, obligation de mise en quarantaine des personnes infectées, organisation des campagnes de sensibilisation, multiplication des points de lavage des mains, renforcement du contrôle d'hygiène dans les lieux publics, interdiction des voyages dans le pays, renforcement du contrôle dans toutes sortes de moyens de transport, fermeture des frontières (RDC, 2020) sont autant des mesures prises par l'état congolais pour limiter la propagation de la maladie.

En plus d'une riposte sanitaire visant à limiter la propagation de la pandémie et à prendre en charge les personnes contaminées, le gouvernement a accordé certains allègements fiscaux dont la non-perception de l'impôt sur le revenu professionnel, la suspension de certaines missions de contrôle fiscal. L'Etat a également pris en charge les factures relatives à la consommation de l'eau et de l'électricité durant deux mois. Un programme d'urgence multisectoriel appuyé par les partenaires extérieurs est en pleine conception afin de mieux mitiger l'ensemble des effets de la crise.

La Banque Centrale du Congo a mis en place une série de mesures pour atténuer les effets anticipés du choc de la pandémie sur la contenance des prix intérieurs, sur le taux de change,

sur le volume des instruments de paiement et sur l'activité financière. Ces mesures visent à préserver l'équivalence entre flux réels et flux monétaires, et à garantir la continuité de l'offre des services financiers de manière à conforter le développement de l'activité économique (RDC, 2020).

3.2. Politiques de relance socioéconomique post covid-19 (Moyen terme)

L'austérité des impacts socio-économiques de la covid-19 est profond particulièrement pour les pays les moins avancés et vulnérables comme la RDC. Bien qu'il ne soit pas aisé d'estimer les conséquences de cette crise, la nécessité de préparer et de déployer des réponses appropriées pour assurer le relèvement multisectoriel, constitue une réalité critique.

De ce fait, l'action du gouvernement dans le cadre du programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des impacts de la Covid-19 (PMUAIC-19) prend en charge des questions relatives à la situation sanitaire, économique, socioprofessionnelle, alimentaire, scolaire afin de ne pas compromettre le processus d'accumulation du capital humain qui demeure le principal levier de progrès socioéconomique dans le long terme (RDC, 2020). Avec un budget à hauteur de 436,1 millions de dollars américains pour 19,5 millions de personnes ciblées sur une population de 100 millions d'habitants (RDC, 2020), ce programme se propose d'impulser un relèvement progressif du pays face à la pandémie. Il poursuit un triple objectif, à savoir :

La protection de la population contre la Covid-19 et le renforcement des capacités techniques des institutions médicales dans la prise en charge des malades pour une résilience sanitaire assurée; La mise en place des mesures économiques indispensables à assurer une stabilité macroéconomique qui garantissent une relance de l'économie au soir de la pandémie ;

La mise en œuvre des mesures d'atténuation des risques et de soutien aux populations pour une meilleure protection sociale.

Du point de vue opérationnel, le PMUAIC-19 est une combinaison d'appuis ciblé à la balance de paiements et au budget de l'Etat. Il a pour but de contrer l'expansion de la pandémie de la Covid-19 et de contribuer au maintien de la stabilité économique et sociale du pays. Il vise à limiter à court terme les impacts de la crise provoquée par la Covid-19 sur la société congolaise. Il en découle quatre objectifs opérationnels qui sont la limitation de la propagation de la Covid-19 et l'assurance d'une bonne prise en charge des malades ; la facilitation de la continuité de l'approvisionnement en marchandises et produits importés répondant aux besoins essentiels, la facilitation du financement de dépenses publiques

impératives, l'atténuation des effets de la crise sur le système productif, sur le pouvoir d'achat et sur l'emploi. Parlant de l'emploi, l'Etat congolais devrait renforcer le budget dédié à la formation professionnelle et continue. Cela permettrait de maintenir un flux de main d'œuvre compétente pour l'économie (spécialement pour les PME/PMI et IDE) mais aussi une manière plus douce de stimuler la demande sans grand risque d'un emballement de l'inflation (M. Moustapha Ly, F. Azaroual, Mars 2020).

La Banque Centrale du Congo aurait également un rôle majeur à jouer dans la relance économique post covid-19. Pour se faire elle devrait être en mesure de fournir de liquidités aux banques et aux autres institutions, particulièrement celles qui prêtent aux petites et moyennes entreprises, souvent moins préparées à de fortes perturbations. En outre, des mesures de relance monétaire telle qu'une baisse du taux d'intérêt directeur et des achats d'actifs, pourraient rehausser la confiance et soutenir les marchés financiers en cas de risque prononcé de durcissement considérable des conditions financières. De même, une relance budgétaire généralisée et proportionnelle à la marge de manœuvre disponible pourrait stimuler la demande, mais serait probablement plus efficace lorsque l'activité des entreprises commencera à revenir à la normale après la période de confinement.

3.3. Reconfiguration de l'économie congolaise : Nécessité d'une mutation structurelle (Long terme)

Comme le souligne l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation scientifique et culturelle (UNESCO, 2020), la crise sanitaire de la covid-19 n'a fait que révéler au grand jour les aléas existants depuis bien longtemps dans nos pays.

Pour l'économiste Cédric DURAND de l'université Paris-XIII, cette crise révèle les limites de la coordination par les prix, les limites de la gestion de la société par le marché et montre avec éclat le besoin d'une nouvelle planification, démocratique et sociale, à la fois pour gérer l'urgence sanitaire et pour reconstruire l'économie sur des bases durables.

Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU estime que cette crise devrait représenter un tournant décisif pour la préparation aux urgences sanitaires et l'investissement dans les services publics essentiels du XXIème siècle (Mars, 2020).

Ainsi, des réflexions sur une reconfiguration structurelle, managériale se mènent afin de trouver des pistes pouvant rendre plus solide les économies du monde face aux chocs imprévus.

Nous alignant à l'idée de Cédric DURAND (2020), la reconfiguration de l'économie congolaise après la crise de la covid-19, passerait par une planification concertée entre le

gouvernement, l'administration publique et le secteur privé. Il s'agirait d'un régime dans lequel différents partenaires sociaux et économiques établissent un dialogue permanent en confrontant leurs informations et leurs prévisions en vue de déterminer les meilleures décisions à prendre.

La planification permettrait d'harmoniser les plans opérationnels à court terme avec ceux stratégiques à long terme. Elle fournirait également une orientation, tout en permettant aux organisations de composer avec le changement, de prévoir l'avenir et de trouver la ligne de conduite à adopter pour garantir un rendement supérieur et ainsi être proactif aux circonstances imprévues.

En matière de résilience économique, on devrait s'attaquer en premier à ce problème structurel qui fragilise les économies africaines. Ainsi, une diversification de l'économie congolaise et africaine serait de mise pour réduire son exposition aux chocs extérieurs.

Encourager l'innovation pour favoriser l'ingéniosité congolaise en particulier : cette crise a permis le développement de la digitalisation (télétravail, enseignement, conférence et réunion à distance). Ce post covid-19 mériterait d'amplifier ce changement de paradigme principalement dans les pays sous-développés comme la RDC, qui n'ont pas su bénéficier de manière conséquente de ces innovations parce que faiblement outillés. On devrait capitaliser cet acquit dû à la pandémie et mettre au point un règlement du télétravail étant donné que la levée de mesures mises en place suite à la covid-19 ne sera pas totalement effective dans le court terme.

Propulser la production locale de denrées de première nécessité par une agriculture industrielle et autosuffisante pouvant répondre à la demande intérieure même dans le cas extrême de fermeture de frontière comme ce fut le cas lors de l'expansion de la pandémie dans le monde.

Afin de maximiser l'impact des interventions, un travail de coordination serait requis entre les partenaires humanitaires (agences spécialisées des Nations Unies, ONG, acteurs de développement) et les autres acteurs (gouvernement, administration publique et service privé) engagé chacun dans un aspect précis de la riposte. Ce travail de coordination aurait pour objectif de préparer et de mettre en œuvre des programmes et projets de court et de long terme, adaptés aux défis multisectoriels qu'impose la covid-19 en RDC pour atténuer l'impact de la pandémie sur les activités de production, les activités commerciales, l'emploi, les revenus des entreprises et des populations les plus vulnérables.

Conclusion et implications managériales

Tout compte fait, la riposte à la pandémie de la covid-19 implique une réponse multisectorielle et un horizon vers une restructuration économique. La trajectoire que prendra définitivement l'économie (congolaise et africaine) dépendra de la conjugaison d'un ensemble de facteurs, d'un travail de coordination entre différents partenaires et d'une planification concertée entre le gouvernement, l'administration publique et le secteur privé. De ce fait, une réflexion profonde pour accompagner au mieux les autorités vers une sortie de crise qui soit la plus maîtrisée possible est de mise. La dynamique souhaitée est celle de voir l'activité ne pas se détériorer profondément pour garantir à la population des conditions de vie acceptable. Les mesures prises pour contenir la propagation de la Covid-19 devraient ainsi être renforcées et complétées par d'autres mesures pour soutenir les différents secteurs d'activité ou limiter les effets du choc sur leurs performances.

En RDC, la délicate période qui suivra la pandémie requiert des politiques économiques de soutien aux petites et moyennes entreprises, avec un rôle important que pourrait jouer la banque centrale en utilisant l'instrument monétaire de façon plus directive. La nécessité d'une nouvelle planification afin d'harmoniser les plans opérationnels à court terme avec ceux stratégiques à long terme dans le but de prévoir l'avenir et d'anticiper certains chocs. La diversification des activités économiques africaine et congolaise en particulier, l'industrialisation, l'accent sur la production locale de denrées de première nécessité sont des postes sur lesquels des efforts budgétaires notables devront être maintenus pour une croissance forte et inclusive.

Bibliographie

Banque Africaine de Développement (2020), Perspectives économiques au Congo

Banque centrale du Congo : Rapport annuel 2019

Banque Mondiale (Juin 2020), Table ronde sur les conséquences économiques du covid-19 et le soutien de la Banque Mondiale en faveur de l'Afrique

Bulletin épidémiologique COVID-19 de l'OMS no 073/2020 du 12 avril 2020

Commission économique pour l'Afrique (2020), Le Covid-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie

Contretemps, Revue de critique communiste (Avril 2020), Entretien avec Cédric DURAND, économiste et membre du comité de rédaction de Contretemps

FAO (Avril 2020), Récession économique mondiale liée à la covid-19 : la lutte contre la faim

doit être au centre de la relance économique

FAQ (Juillet 2020), Accompagnement des entreprises-coronavirus

FMI (Avril 2020), Discours de Gita Gopinath sur les Perspectives de l'économie mondiale

Ministère des mines de la RDC (2020), Analyse de l'impact de la pandémie du covid-19 sur le secteur minier de la République Démocratique du Congo

République Démocratique du Congo (Mai 2020), Impacts sanitaires et socioéconomiques de la Covid-19 en République Démocratique du Congo. Analyse prospective et orientations de la riposte multisectorielle.

Mouhamadou Moustapha Ly & Fahd Azaroual (Mars 2020), Economies africaines post covid-19 : Au-delà de l'émotion, des politiques économiques audacieuses, Policy center for the new south

Nations Unies (Mars 2020), Rapport sur les retombées socioéconomiques de la covid-19

Nations Unies (Mars 2020), Responsabilité partagée, solidarité mondiale

Organisation International du Travail (Mars 2020), Le Covid-19 et le monde du travail : Répercussions et réponses

Organisation Mondiale de la Santé (Avril 2020), Mise à jour de la stratégie covid-19

Programme Alimentaire Mondial (2019), Plan de gestion du PAM pour 2020-2022

Programme des Nations Unies pour le Développement, Rapport sur le développement humain 2020

RDC (2020), Plan de réponse humanitaire covid-19

UNESCO (2020), Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020, inclusion et éducation